L'INTERNATIONALE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Feuille d'intervention du Groupe Internationaliste Ouvrier

Nouvelle série, mai 2013

Contre la « guerre de classe» des riches, le temps est venu de se battre!

''Il y a une lutte de classe, c'est vrai, mais c'est ma classe, la classe des riches qui la mène et qui est en train de la gagner'' a déclaré le milliardaire Warren E. Buffet au New York Times en novembre 2006. C'était deux années avant l'éruption de la soi-disant « crise des subprimes », qui a éclaté avec la bulle financière et avec elle une bonne partie des prétentions néolibérales. La banqueroute de quelques institutions financières (dont quelques unes avec des noms ridicules, Fannie Mae ou Freddie Mac) s'est avérée être le prélude d'un gâchis incroyable. Les plans de sauvetage de plusieurs milliards de dollars et les garanties par l'État des dettes ont dû être utilisés pour prévenir l'effondrement total du système financier. Depuis ce temps, un expert après l'autre a déclaré que la crise était belle et bien terminée; des prédictions qu'une série d'évènements ont démentie encore et encore. La situation a empiré. La « crise des subprimes » devint la crise bancaire, la crise bancaire devint la crise financière, et la crise financière devint la crise de la dette souveraine qui menace de déchirer en lambeaux la zone euro; avec des conséquences imprévisibles sur l'économie mondiale. Contrairement aux récessions précédentes, cette crise n'est pas limitée dans le temps et l'espace, elle a pénétré jusqu'aux plus profonds abysses du système et elle détermine nos existences. Elle transforme des ambitions de carrière en rêves utopiques, des emplois en cul-de-sac, la quête de domicile en une lutte pour la survie, les contributions au régime de pensions en pari sur un futur incertain et la recherche d'un emploi, en loterie. La crise s'est intensifiée à tous les niveaux, et avec elle la guerre de classe contre les pauvres dont parlait Warren E. Buffet. Tous les jours, nous subissons les effets des divers plans de sauvetage de nos dirigeants. Un programme de compression est rapidement suivi par un autre. Leur solution à la crise est la plus simple possible, et elle est la même partout : couper les retraites, la sécurité du revenu, l'assurance-chômage et l'éducation; imposer un fardeau de travail plus lourd, des salaires plus légers, plus de sacrifices et de serrage de ceinture, tout ça pour le bien de la « Nation ».

La crise? Quelle crise?

« Crise bancaire », « crise de la dette », « crise financière », « crise du crédit », il y avait et il y a plusieurs noms et descriptions pour la misère. Nous ne sommes pas confrontés à une série d'accidents et à des entreprises individuelles mais à une crise structurelle de tout le système qui s'est développée sur des décennies. Lorsque la croissance fulgurante d'après guerre s'est essoufflée au début des années soixante dix, un cycle d'accumulation de capital sans précédent s'est terminé. Pour compenser le taux de profit peu élevé, le capitalisme s'est mis à restructurer le processus de production (notamment par l'introduction de l'informatique et de la robotique) et a accru massivement le taux d'exploitation. Des activités de production furent transférées dans des pays à bas salaires et les secteurs centraux de la classe ouvrière industrielle des pays métropolitains furent considérablement réduits. Par l'extension des emplois « flexibles », et précaires, le capitalisme a tenté de se réinventer sous la forme d'une « économie de service ». Au même moment, la richesse créée par le travail salarié s'est transféré dans la sphère financière, là où l'argent « fonctionne » miraculeusement (sans cependant créer de nouvelles valeurs) et la spéculation fleurit. Cette tentative du capitalisme de régler la crise par la création de sources de profit fictives a produit des rentrées d'argent intéressantes pour quelques « super-riches », mais elle a néanmoins mené à un endettement croissant, à d'énormes bulles spéculatives, et à une instabilité grandissante. Aujourd'hui, nous pouvons en constater les résultats. En temps de crise, c'est chacun pour soi. De part le monde, les rivalités impérialistes et les conflits s'aiguisent, la lutte pour dominer des territoires et des zones d'influences devient plus sérieuse, la course à l'armement et les conflits armés de plus en plus drastiques. Bien entendu, la guerre n'est pas une solution, mais c'est la seule que le capitalisme nous offre, dans le but de s'extirper de sa crise de valorisation du capital.



Ne crains personne!

La précarité grandissante, le chômage, la pauvreté, la faim et l'exclusion sociale deviennent la réalité quotidienne de plus en plus gens. Telles sont les inquiétudes qui dominent notre vie de tous les jours; l'inquiétude face au travail, l'inquiétude de dérailler et de se perdre dans cette société, la crainte de ne pas être capable d'échapper à la compétitivité de cette société. Plutôt que la vie bourgeoise heureuse promise pour « la fin de l'histoire » dans « la liberté et le bien être », un espoir résigné fait son apparition. « L'espoir » d'au moins ne pas être le premier à être abattu, « l'espoir » d'échapper à la crise d'une façon ou d'une autre, « l'espoir » d'une solution individuelle, « l'espoir d'y échapper ». Cet « espoir » est irrationnel et dangereux. Il nous divise et nous isole, il nous rend malades. Quelques uns d'entre nous se refugient dans les drogues et l'alcool et dans les multiples mondes virtuels du spectacle capitaliste. D'autres compensent leurs faiblesses par la violence contre ceux et celles qui sont plus faibles, s'enlisant ainsi dans les idéologies racistes et nationalistes de nos dirigeants et se faisant ainsi les soutiens de l'ordre bourgeois. Les idéologies réactionnaires, et parmi ellse le sexisme s'exprime par la violence quotidienne contre les femmes, les gais, les lesbiennes et tous ceux et celles qui ne s'adaptent pas à la moralité sexuelle dominante. Pour plusieurs, l'ordre bourgeois semble intouchable. La bourgeoisie a perfectionné l'art de la division, la manipulation, la répression et l'exclusion sociale. Pour la classe dominante, tous les moyens sont justifiés pour maintenir sa domination. Elle a tout à perdre. Pour notre part, nous devrons apprendre comment surmonter nos inquiétudes, nous unir, discuter, et dire « Non ».

Pour l'autonomie de classe!

Le capitalisme ne peut fonctionner que dans la mesure où nous respectons sa discipline. Les relations sociales sont le fait de personnes et peuvent être transformées par des personnes. Chaque lutte, chaque grève, peu importe ses limites démontre, du moins de façon embryonnaire, la capacité de la classe ouvrière de renverser cette société. La bourgeoisie ne le sait que trop bien. Elle a développé un répertoire complet de méthodes pour isoler et fractionner nos luttes, les domestiquer ou les dévier dans des impasses. Si nous voulons défendre nos intérêts vitaux, nous devons nous libérer de ses griffes. Nous devons trouver les voies et les moyens de surmonter les divisions,

⇨

affirmer notre solidarité et notre résistance là où le système impose ses règles. Cela nécessitera une rupture politique avec les syndicats et les partis parlementaires qui sont, sans exception, enlisés dans la logique du système. Le rêve d'un capitalisme socialement responsable est épuisé. Toutes les forces politiques qui prétendent représenter nos intérêts par des négociations et des compromis avec la classe dominante se démasquent encore et encore comme des défenseurs particulièrement perfides du système. Nous devons entreprendre la lutte à partir de la base, de manière auto-organisée, contre tous les compromis avec le système capitaliste, à l'extérieur et contre la logique des syndicats, en nous unissant à l'extérieur des limites des entreprises et des secteurs de production et sur la base de structures démocratiques indépendantes et horizontales. Peu importe que ce soit dans les usines ou les bureaux, dans les lieux de travail ou dans les quartiers, il s'agit de résister à l'arrogance et à la barbarie du capitalisme et entreprendre la lutte pour une société différente.

La liberté que nous voulons

Aucun des problèmes globaux de l'humanité, comme la faim, la pauvreté et la destruction de l'environnement ne peuvent être résolus, ni même allégés à l'intérieur du cadre de l'ordre social capitaliste. Il ne s'agit pas de « contrôler les banques », de « faire payer les riches » ou de nationaliser les industries. Un capitalisme organisé sur la base de l'État n'est pas davantage une alternative possible. L'expérience du stalinisme en Union Soviétique et ailleurs devrait en être la preuve suffisante. Si nous ne rompons pas avec la logique capitaliste du profit, si nous n'arrachons pas le pouvoir des griffes de la classe dominante, si nous ne construisons pas un mode de production entièrement différent, aucune nouvelle société ne sera possible. La seule solution est une société où la production est consacrée uniquement à la satisfaction des besoins humains et non le profit. Une société dans laquelle la production s'opère en harmonie avec l'humanité et l'environnement. Une société dans laquelle les moyens de production sont socialisés et non aux mains des capitalistes privés ou de l'État. Une société basée sur l'égalité sociale, une société où les êtres humains peuvent être différents sans inquiétude. Une telle association de producteurs et de productrices libres et égaux n'est pas une institution d'État! Ce n'est pas une condition ou un programme qui peut être mis en pratique par le haut, par un parti, ou par un décret d'État. On ne peut se battre pour l'émancipation sociale qu'à partir de la base, par notre propre initiative, par l'auto-organisation et la solidarité dans un mouvement social pour le renversement conscient des relations de domination. Le communisme que nous voulons n'est pas un programme d'endoctrinement social, mais, par ses buts et ses méthodes, un lutte pour l'atteinte de la liberté. Il ne se construira pas de lui-même, la tâche nous appartient!

Il est temps de s'organiser!

L'expérience traumatisante du stalinisme et de la social-démocratie, a laissé des séquelles. Le ressentiment et la confusion restent encore présents, mais ceux et celles qui veulent se défendre contre le capitalisme doivent prendre des mesures organisationnelles pour surmonter leur isolement. Nous devons apprendre de nos faiblesses. Nous rejetons le modèle stalinien d'un appareil monolithique de robots obéissants tout autant que le concept réformiste du parti parlementaire, puisque l'effet net des deux concepts ne sert que l'État. Nous sommes communistes! Nous n`avons aucunement l'intention de cacher nos intentions et nos points de vue. Nous ne sommes pas manœuvriers dans notre approche. Nous rejetons toutes les formes de représentation politique. La TCI, est une organisation de membres qui ont décidé de s'opposer au capitalisme à l'échelle internationale. Les controverses et les débats critiques sont l'oxygène de notre mouvement et, de la même façon, une pré-condition à l'atteinte de nos objectifs. La tâche des révolutionnaires est de garder le cap sur les intérêts généraux de la classe des travailleurs et des travailleuses, tout en soutenant leurs luttes, critiquer leurs limites et tenter de renforcer leur conscience de leur propre pouvoir. Cela nécessite une cadre organisationnel, une organisation internationaliste dotée d'une structure et d'une implantation internationale. Nous ne prétendons pas être le parti, ni même le seul noyau de cette organisation. Au contraire nous cherchons la discussion et le travail en commun avec les révolutionnaires sérieux et sérieuses à travers le monde, dans le but de contribuer à la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire internationale. Nous savons que ce sera un travail ardu et à long terme. Mais il est nécessaire d'organiser la riposte à la « guerre de classe » des riches. Le temps est venu de se réveiller! Le temps est venu de s'organiser! Le temps est venu de lutter!

Pour une société sans classe et sans État!

Les internationalistes
(Tendance communiste internationaliste)



La répression s'intensifie

La gendarmerie royale du Canada a entrepris une campagne d'intimidation envers plusieurs militants et militantes révolutionnaires. Ainsi des membres du Parti communiste révolutionnaire ainsi que des personnes gravitant autour cette organisation, mais aussi un membre du GIO, ont eu droit à des visites des services de renseignement et de la Police fédérale. Cette campagne vise à empêcher que l'option communiste se répande dans les luttes de plus en plus nombreuses du prolétariat contre les mesures d'austérité. Malgré nos différences, nous sommes complètement solidaires du PCR et de tous les camarades interrogé-e-s, intimidé-e-s, et détenu-e-s par la police capitaliste.

Maximilien

Publié par : le Groupe internationaliste ouvrier,
section de la Tendance communiste internationaliste
2275 Fullum, #4, Montréal, Qc. H2K 3P4
http://www.leftcom.org/fr
Facebook: Groupe internationaliste ouvrier
ca@leftcom.org

Porter Airlines en grève
L'argent des syndicats contre les ouvriers

Les 22 travailleurs au sol de Porter Airlines à Toronto Island Airport sont engagés dans un conflit difficile depuis le déclenchement de leur grève le 17 janvier dernier. Les récriminations à la base de cette lutte sont multiples et concernent autant les questions de santé et de sécurité que la question du salaire.

Les travailleurs au sol de Porter sont affectés au travail dangereux du réapprovisionnement en carburant des avions. Leur salaire de 13 dollars de l'heure est de loin le moins élevé de l'industrie, alors que les ravitailleurs employés par les autres compagnies gagnent entre 16 et 18 dollars de l'heure. Or, « l'offre » de la compagnie n'est que de 25 cents de l'heure.

Les menaces à la santé et à la sécurité sont nombreuses à Porter Airlines. Les ravitailleurs travaillent sans vêtements de sécurité. Lorsque des fuites de carburants sont décelées et rapportées, la compagnie les ignore ou au mieux, n'ordonne aux travailleurs que de récupérer le carburant avec des chaudières. De plus, des travaux dangereux requérant la présence d'un partenaire sont accomplis par une seule personne. Cette politique criminelle a été la cause d'un certain nombre « d'accidents ». Par exemple, lors d'un quart de nuit d'hiver, un ravitailleur a fait une chute qui l'a blessé et l'a laissé sans connaissance. Heureusement, le prochain appareil qu'il devait desservir était un hélicoptère-ambulance dont les infirmiers sont venus lui porter secours. Autrement, ce travailleur était laissé à lui-même : blessé et inconscient sur la piste, en plein hiver pendant cinq heures jusqu'à l'arrivée du prochain quart de travail. Bref, il risquait la mort.

Mais le bien-être et les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses ne concernent pas les patrons. Le but du système capitaliste est l'accumulation de capital et non la satisfaction des besoins humains. Conséquemment, la riposte patronale à la grève fut prévisible : la compagnie a enrôlé des scabs pour remplacer les grévistes. Ces jaunes n'ont reçu qu'une seule semaine d'entraînement pour faire leur sale boulot, alors que les employés réguliers suivent une formation d'un mois. Cela en dit beaucoup, non seulement sur le peu de considération de Porter pour ses ouvriers, mais aussi sur le peu de considération que la compagnie accorde au contrôle de ses appareils et à la vie de ses passagers. Or, le plus grand investisseur extérieur de la compagnie est le fonds de retraite syndical OMERS, qui investit les contributions des syndicats des employé-e-s municipaux et des commissions scolaires. Rien de surprenant, lorsqu'on comprend le rôle de ces institutions financières capitalistes que sont les fonds d'investissement syndicaux.

Malgré les scabs, malgré la police, malgré les agences de sécurité, malgré la contribution syndicale à leur exploitation et malgré l'incurie de leur propre syndicat (le syndicat des employé-e-s professionnels et de bureau, SEPB/COPE, local 343), les travailleurs de Porter Airlines continuent la lutte. Lignes de piquetage dures lorsque possibles, occupation du traversier menant à l'aéroport, etc. Ils reçoivent le soutien actif de quelques groupes de travailleurs et de travailleuses de Toronto, notamment des anarchistes-communistes de Common Cause, des IWWs et de l'Ontario Coalition against Poverty, que les bureaucrates syndicaux de COPE semblent craindre particulièrement. Pendant ce temps, ces bureaucrates font signer une pétition implorant leurs « collègues » d'OMERS de faire revenir Porter Airlines à la table de négociations… Misère du syndicalisme!

Heureusement la solidarité reprend ses droits et ses devoirs à Toronto. Cette année la marche du Premier mai se terminera par un appel à la solidarité active envers les grévistes de Porter. Si l'extension de la lutte est nécessaire, le Groupe internationaliste ouvrier est prêt à contribuer à le faire à l'Aéroport de Montréal et ailleurs.

Richard St-Pierre